Numéro 65

Mercredi
16 janvier 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Mitterrand : les cartes sur la table et les points sur les i • Marchais : l'union à lui tout seul • Jean Paul II : retour aux sources en guise d'avenir • Publicité clandestine : Framatome offre des voyages • Corse : questions à Barre • Crédit Agricole : patrons cogneurs et fiers de l'être • Contre la récession : parades militaro-industrielles • Mots croisés avec Christiane Mora

L'euro-communisme de Berlinguer et le rétro-communisme de Marchais

Divorce à l'italienne

«L'intervention soviétique en Afghanistan constitue une violation envers les principes d'indépendance et de souveraineté nationale». C'est Enrico Berlinguer qui a prononcé ce jugement. La phrase est extraite d'un texte adopté par le Parti communiste italien, qui l'a publié dans son journal *L'Unita*. Et qui a décidé de le soumettre demain au vote de l'Assemblée européenne. Le Secrétaire général du P.c.i aurait même l'intention d'aller à Strasbourg pour expliquer et défendre, en personne, cette position. Et peser par conséquent dans le sens d'une condamnation de l'U.r.s.s.

Ce que dit Berlinguer est exactement ce que disent les socialistes français. Quand c'est un socialiste qui le dit, le P.c l'accuse aussitôt d'anti-communisme. N'osant tout de même pas dénoncer le leader du Parti communiste italien comme anti-communiste, le P.c français préfère en ce cas ne rien dire.

Difficile dialectique

Donc *l'Humanité* n'a pas publié cette déclaration. Mensonge par omission. Ce qui ne l'empêche pas de traiter de menteurs tous ceux qui ne disent pas ce que l'*Humanité* écrit. Ou bien qui disent ce qu'elle n'écrit pas. Voir l'article d'André Wumser : «l'information en uniforme» et aussi le titre du communiqué du bureau politique du P.c.f : «A l'offensive contre le mensonge».

La vérité communiste au-delà des Alpes, est mensonge en-deçà. C'est le divorce à l'italienne entre l'euro-communisme de Berlinguer et le rétro-communisme à la Marchais.

On comprend que les militants communistes français aient quelque peine à comprendre la dialectique de leurs chefs. On comprend aussi que leurs chefs aient quelque peine à se faire comprendre de leurs militants. C'est bien pourquoi ils sont contraints de lancer des appels tous azimuts «à leur combativité, à leur audace, à leur esprit d'initiative, pour faire connaître et soutenir la politique et les positions de leur parti... pour riposter à la campagne de haine et de calomnies téléguidée de l'Elysée» (extraits de la résolution du bureau politique du 14 janvier).

Participant à cette «campagne», le P.s, comme le P.c.i, seraient donc téléguidés de l'Elysée... ! Mais dans cette affaire, le P.s ferait encore plus et mieux que tous ceux qui bougent puisque selon M. Paul Laurent à France Inter mardi matin : «Le P.s trouve qu'à propos de l'Afghanistan, M. Giscard d'Estaing est mou».

Ainsi le P.s serait maintenant plus à droite que la droite. Du coup, il n'est plus accusé de double langage : «il n'en a plus qu'un : celui de l'anti-communisme», a déclaré le même M. Laurent. Tout en affirmant que son parti pratiquait «la vraie politique d'union...» !

Cette union là ne peut être que celle des communistes d'Europe. Ou l'union - apparemment bien difficile à réaliser - des communistes de ce pays contre leurs camarades socialistes et toutes les autres forces de la gauche française.

Georges Marchais veut désormais faire l'union tout seul. Et encore a-t-il du mal à y parvenir.

Georges Fillioud

épingle

«Kaboul : le nouveau gouvernement inspire confiance aux Afghans».
L'Humanité - 15/01/1980

A «Cartes sur table»

François Mitterrand s'adresse aux électeurs communistes

Lundi soir, sur *A2*, François Mitterrand a développé en ajoutant des détails, la position du P.s sur l'intervention soviétique en Afghanistan et sur la prise de position du P.c à cet égard.

A l'écoute de ses réponses les journalistes présentateurs lui ont demandé si «l'union de la gauche, ça a encore un sens aujourd'hui ?».

Après avoir rappelé la responsabilité de la direction communiste dans l'échec de 1978, François Mitterrand s'est alors adressé aux militants et aux électeurs communistes en ces termes :

«Je suis convaincu que l'immense majorité des communistes français, ces femmes et hommes désirent de toutes leurs forces la victoire de la gauche qui signifiera une immense libération pour des millions de Français. Aujourd'hui encore, je m'adresse à eux en particulier pour leur dire : accepteront-ils davantage que la direction de leur parti détourne et déforme à ce point les espérances et les engagements sincères et honnêtes des militants et de tous les électeurs communistes ? Et moi, socialiste, je leur dis : j'y ai consacré des années de travail, de foi, d'espérance. Je ne doute pas davantage aujourd'hui de la vérité de la cause que je sers».

«Il est arrivé un jour il y a bien longtemps déjà où j'ai compris que si l'on ne réunissait pas politiquement toutes les forces sociales opprimées, exploitées par une politique d'injustices et d'inégalités au bénéfice des plus puissants, des plus riches, des plus forts, des représentants des sociétés capitalistes et multinationales, ce serait encore pour des années et des années que la majorité du peuple français serait tenue sous la botte des intérêts de quelques-uns».

«Alors j'ai tenté de donner une traduction politique à cette réalité sociale et quelle force, quelle puissance ! Vous vous souvenez de nos rassemblements, de nos réunions, de ces chants qui nous rassemblaient, vous vous souvenez de tout cela».

«Cela reste toujours possible. Nous sommes encore majoritaires dans le pays».

A la fin de l'entretien, à propos de l'élection présidentielle et de la candidature socialiste, il a répondu :

«Je n'ai pas pris ma décision. Ce qui me déterminera ? La politique. La capacité de rassembler les socialistes, de préserver leur

(suite page 2)

POSITION

Avant le vote du Sénat sur la loi de Finances

Ce régime est devenu une monarchie de fait

par Marcel Champeix (*)

Lors de la discussion générale du budget 1980, devant le Sénat, mes amis ont assuré la critique financière de votre loi dans sa première présentation.

Il aura donc fallu un recours au Conseil constitutionnel, présenté et motivé par le Groupe socialiste, pour qu'il soit mis un terme à une démarche du gouvernement qui n'était pas conforme à la Constitution.

C'est, pour le Premier ministre, c'est pour le gouvernement un rappel cinglant. Mais venant de la plus haute instance chargée de veiller à la constitutionnalité des lois, le rappel n'est pas moins cinglant pour le chef de l'Etat, lui qui a pour premier devoir d'être le gardien de la Constitution. Certes, il a tenté de dégager sa propre responsabilité, abandonnant sans élégance son Premier ministre.

Aujourd'hui, l'occasion nous est fournie de mettre en cause non seulement cette politique mais, plus fondamentalement, la manière dont est conduite la politique depuis plus de 20 ans, sinon par les mêmes hommes, du moins par la même majorité.

Au service du Président

En violation permanente de l'article 20 de la Constitution, ce n'est pas le gouvernement qui conduit la politique de la France, c'est le chef de l'Etat. Ainsi est confisqué par lui le Pouvoir exécutif qui devrait appartenir au gouvernement. Car, si le Président de la République est élu au suffrage universel, pour autant, la Constitution n'est juridiquement changée ni dans sa lettre ni dans son esprit. Il y a donc une usurpation de pouvoir contre laquelle nous avons le droit et le devoir de nous élever.

Les membres du gouvernement ne sont plus en fait des ministres responsables. Ils sont devenus de grands commis qui ne restent pas au service de l'Etat et de la Nation mais qui sont au service de la politique personnelle du chef de l'Etat. Le pouvoir législatif, lui-même, est non seulement contesté mais également aliéné à son tour. Par l'usage abusif qui est fait de l'article 40 de la Constitution, par le vote bloqué, plus récemment : par l'utilisation outrancière de l'article 49 (paragraphe 3), on en vient à dépouiller le Parlement de ses prérogatives et de ses reponsabilités.



Le cas le plus symptomatique et le plus révélateur est bien celui en face duquel nous nous trouvons aujourd'hui. Alors que le budget est l'instrument et l'expression d'une politique, commennt admettre qu'il soit considéré comme voté alors que 120 députés seulement l'ont approuvé tandis que 200 se sont prononcés contre. Quant au pouvoir judiciaire, le débat, amorcé sur le statut de la magistrature et certaines pratiques observées nous apportent la preuve que trop souvent la séparation des pouvoirs est un leurre.

Mais cette tentative de main mise généralisée sur tous les rouages ne date point d'aujourd'hui. Par la réforme administrative, ce pouvoir a déshumanisé l'administration et amorcé les concentrations qui permettent de s'assurer la maîtrise de toute autorité.

Par la succession de réformes apparemment anodines faites dans l'enseignement, on a démantelé l'école primaire qui pourtant avant fait ses preuves et qui était l'école de la République et de la démocratie. Là aussi, on pousse à des concentrations néfastes à l'école, à l'enseignement et à l'enfant qui est le citoyen et l'homme de demain.

L'action toute récente menée contre les universités prouve encore que vous voulez atteindre l'édifice de la base au sommet. Le 8e plan devrait être matière à un vaste et profond débat. Le gouvernement a, certes, fait voter le Parlement sur les options. Mais, il se réserve d'élaborer l'ensemble avec ses technocrates.

On a dépolitisé et démobilisé le pays, on alimente l'anti-parlementarisme, on porte une grave atteinte au Parlement dont se détourne une opinion publique trompée et désabusée.

En danger d'aventure

Messieurs les serviteurs du pouvoir, votre responsabilité est lourde. Mais prenez-y garde. Quand l'inquiétude hante les esprits, quand l'insécurité assaille, quand les forces mauvaises guettent et exploitent toutes les défaillances, c'est la rue qui prend le relais à défaut d'une saine autorité.

Saurez-vous, pourrez-vous épargner l'aventure à la France ? Disons le tout net, ce régime est devenu une monarchie de fait. Onn en est arrivé au point où l'on serait tenté d'appliquer à M. Giscard d'Estaing la formule de Bossuet : «Tout l'Etat est en la personne du Prince. En lui est la puissance, en lui est la volonté du peuple.» S'il en est ainsi, il y aurait une terrible usurpation. Nous n'en sommes plus au temps où l'on subissait une monarchie de droit divin !

(*) Président du Groupe parlementaire socialiste au Sénat.

Mitterrand

(suite de la première page)

unité, de l'accroître, d'assurer la permanence des choix fondamentaux à la fois modernes et historiques du socialisme en France, et puis comme on se présente pour être élu, la capacité de conduire les affaires de la France».

«Si j'ai la conviction que je suis en mesure de réaliser ces objectifs, je serai candidat. Si j'ai le sentiment que je ne suis pas en mesure de le faire, mais que d'autres que moi le sont, je serai ce que j'ai été depuis le premier jour, celui qui fait passer le rassemblement des socialistes avant toute autre chose. Car c'est l'arme maîtresse à partir de laquelle la gauche l'emportera».

Bulle

Publicité clandestine sur les ondes périphériques !Non ? Si ! Vilain boulot pour les journalistes transformés en publicitaires qui, pendant toute la semaine sur la station qui chassait naguère le naturel, vont nous vendre de l'E.d.f, version «inéluctable nucléaire». Avec, en point d'orgue, un long monologue de M. d'Estaing pour nous convaincre que les neutrons, c'est bon.

Le Parlement n'en débattra pas ? Pfff ! les députés ne sont même pas capables de voter un budget ! Les élus s'y opposent ici ou là ? Des passéistes gâteux dont les interviews tronquées montrent qu'ils craignent que «ça fasse du mal aux poissons» (Plogoff, Finistère). Les populations sont contre ? D'abord, on ne dit pas «contre», c'est mal poli : on dit «sensibilisées» ! Et puis qu'est-ce que ça peut faire puisque les élus (de droite) sont «pour» (Belleville, Cher) ! Il faudrait d'ailleurs que ces élus désintéressés soient bien ingrats, après tous ces beaux voyages en Espagne et même au Japon que Framatome leur a offert pour leur démontrer que l'atome, c'est bon pour les fourmis, bon pour les abeilles, bon pour les fines mouches, bon pour les lions, bon pour les jeunes loups surtout, bref c'est comme le cochon : c'est tout bon et y a rien à jeter. Puisque c'est naturel !

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC CHRISTIANE MORA

Christiane Mora est Secrétaire nationale à la propagande, depuis le congrès de Metz. 41 ans, maître assistant, elle enseigne l'histoire à Bordeaux et à Tours, tout particulièrement l'histoire agraire de France au 20e siècle.

Entrée au Parti socialiste en 1969, conseiller municipal de la petite commune de Bléré (Indre et Loire) où elle est installée depuis 1974, elle est bien connue des militants pour avoir, alors qu'elle était depuis 1977 déléguée nationale à l'énergie, fait de très nombreuses réunions - du meeting aux rencontres dans les sections - sur les problèmes du nucléaire et de l'énergie, en général.

Maintenant que le Projet socialiste a été approuvé par la Convention d'Alfortville, c'est à ton secrétariat qu'incombe la charge de la faire connaître à l'extérieur. Comment comptes-tu faire ?

« Le texte intégral du Projet va être publié à 150.000 exemplaires, mais ce ne serait pas suffisant. Un Parti socialiste moderne doit être un parti qui consacre suffisamment de temps à se tourner vers l'extérieur au lieu de se confiner uniquement dans des débats internes.

« C'est dans cet esprit que nous allons publier à 500.000 exemplaires une plaquette qui sera un condensé, non un résumé du Projet. Ce sera un nouveau texte, écrit par François Mitterrand. Par la diffusion massive de cette plaquette notre objectif est, bien sûr, d'intéresser les gens à lire le texte intégral.

« Le Parti socialiste doit être un parti de dialogue : s'il lance son message vers l'opinion, il doit accueillir, récolter les messages qui viennent d'elle. Concrètement cela signifie une ouverture des sections aux sympathisants. Les élus doivent se manisfester pour faire connaître leur action. Des contacts directs d'hommes à hommes doivent s'établir entre les responsables et la population. Plus encore qu'auparavant : dans les réunions d'entreprises, d'immeubles, sur le marché.

« Il faut lancer, par exemple des concours de photos pour amener les militants à intervenir sur des secteurs où ils n'ont pas l'habitude de le faire.

« La popularisation du Projet s'inscrit dans la campagne en cours destinée à faire connaître le Parti par des initiatives locales : des comptes rendus à mi-mandat, des municipalités dirigées par les socialistes, des portes ouvertes et toutes sortes d'animation de rue ou dans les transports en commun, comme l'a fait dernièrement la Fédération du Bas-Rhin. »

Comment conçois-tu ce rôle de Secrétaire nationale à la propagande ?

« C'est un rôle classique de communication avec l'extérieur, et cela, nous en avons déjà parlé. Mais je me suis efforcée d'établir le matériel de propagande.

« En juillet 1979, une enquête a été faite par des professionnels, non membres du Parti, sur un échantillon d'adhérents depuis mars 1978, de sympathisants, depuis la même date et de camarades qui nous ont quitté, également depuis mars 1978. Il en est ressorti que depuis quelques temps ceux qui adhérent au Parti, sont des gens qui n'ont pas d'expérience politique : ils adhérent essentiellement parce que le Parti est démocratique parce qu'on peut y parler. Et c'est dans ce sens que nous menons notre campagne de connaissance du Parti dont un des points forts sera le numéro spécial de *Combat socialiste* que nous sommes en train de terminer : une semaine vraie de vie du Parti socialiste.

« En ce qui concerne les affiches, je ne recherche pas l'esthétique mais ce qui peut s'identifier au P.s ou faire passer son message. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il faut une grande unité dans le matériel. Il doit être blanc, rouge et noir et c'est ce que j'utiliserai pour la prochaine campagne d'adhésion. Je m'attache aussi à l'homogénéisation de ce matériel dans toute la France : à partir du moment où on voit un certain type d'affiches on doit penser « Parti socialiste ».

« J'ai recherché aussi du matériel un peu nouveau comme les cartes postales qu'on adresse aux sympathisants ou à des inconnus et qui servent d'entrée en matière pour les militants.

« Il me reste à m'attaquer à la communication intérieure, au langage en particulier, parlé et écrit. Notre langage est relativement clair mais il y a encore énormément à faire.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine 21 F. par mois

AGENDA

17 janvier — Tribune libre FR3, 19 h 55 : le Projet socialiste. Véronique Neiertz et Lionel Jospin.

22 janvier — Conférence de presse : « Les 35 heures ». Siège du P.s, salle 26, 16 h30.

22 janvier — Clermont-Ferrand : Audition Conseil régional sur l'énergie. En présence de François Mitterrand.

24 janvier — Conférence de presse « Les femmes de l'Europe ». Yvette Roudy 11 h Siège du P.s., 7 bis place du Palais Bourbon

Corse : la tension persiste

Appel des socialistes au meeting de jeudi a Paris

La tension persiste en Corse. Mardi matin, les lycéens de Bastia occupaient la station *FR3* pour y tenir, dans le calme, une conférence de presse, et à l'heure où nous imprimions ces lignes les agriculteurs n'avaient pas encore fait savoir s'ils entendaient renoncer à l'occupation des mairies et des perceptions : opération prévue depuis samedi et déjà différée à la demande de la direction nationale de la F.n.s.e.a.

Par ailleurs, les collectifs de Bastia (trente trois organisations dont les principaux partis et syndicats de gauche) et d'Ajaccio (quarante six organisations) appelent à un meeting dans ces deux villes, mercredi, pour exiger du gouvernement la libération des militants emprisonnés et l'arrêt des poursuites, la levée du dispositif policier toujours présent dans l'île (des véhicules militaires continuent à sillonner les routes et des hélicoptères à tourner au dessus de Bastia et Ajaccio) et l'interdiction effective des polices parallèles et autres officines du type F.r.a.n.c.i.a.

A Paris, vingt quatre organisations, dont le P.s et le P.c, apportent leur soutien au meeting de solidarité avec le peuple corse qui se tiendra jeudi (20 h 30) à la Mutualité, à l'initiative du Comité de Soutien aux Corses emprisonnés.

Deux questions écrites

Christian Laurissergues, député du Lot et Garonne, demande au Premier ministre :

1. Les raisons pour lesquelles le gouvernement a préféré user massivement de la force, en Corse, plutôt que de négocier au risque de mettre des vies humaines en danger que ce soit à Bastelica ou à Ajaccio.

2. Que toute la lumière soit faite en cette affaire et en particulier :

— que soient éclaircis les liens pouvant exister entre des organisations terroristes «parallèles» et certains services de l'administration de l'Etat.

— que la presse puisse mener librement son travail d'information.

— que soient précisés enfin les motifs pour lesquels le représentant du gouvernement s'est refusé à accepter la médiation que 36 organisations, associations, partis de gauche et syndicats lui avaient spontanément proposée mercredi 9 janvier dans la matinée.

Marcel Debarge, Sénateur de la Seine Saint Denis, demande au Premier ministre de définir concrètement sa politique de développement de la Corse et notamment de préciser :

— quelles garanties seront prises pour le maintien et le développement du service public ?

— quelle sera l'attitude des pouvoirs publics pour aider au développement économique de l'île ?

Télé-P.S.

LES TRAVAILLEURS FRANCAIS ONT PARFAITEMENT COMPRIS QUE

LES CHARS SOVIETIQUES NE SE TROUVAIENT PAS A KABOUL

POUR SERVIR LEURS INTERETS

ACTUEL

Redécouverte du capitalisme

La bonne vieille recette du réarmement

On a perdu la récession américaine ! Divine surpise aux Etats-Unis (oú l'évolution du P.n.b. a en définitive été positive au cours du 4e trimestre 1979) la récession annoncée depuis bientôt un an ne se fait toujours pas sentir.

Dans un premier temps, l'explication tenait aux habituels comportements de précaution qui jouaient à contre sens de la fantastique remontée des taux d'intérêt. Elle n'est désormais plus de mise.

Depuis quelques mois, avec la persistance de la crise iranienne, et surtout avec l'ouverture du « front » afghan, l'économie américaine est dopée de la manière la plus classique qui soit. Par la réactivation des productions d'armements.

N'importe quel spécialiste boursier en est d'ailleurs averti qui conseille à ses clients de se porter sur les titres des firmes aéronautiques, métallurgiques, et surtout électroniques. Car les marchands de canons d'antan ont laissé place en grande partie aux électroniciens. Le moindre missile comporte davantage de « quincaillerie » informatique que de ferraille. Idem pour les avions et autres chars d'assaut.

Notons au passage que le phénomène n'épargne pas la France où la remarquable tenue en Bourse de la Matra n'est pas innocente d'arrière-pensées.

De la sorte, le capitalisme est en train de rejouer la carte de la guerre de Corée ou de celle du Vietnam, qui toutes deux avaient permis de sortir de phases de récession. Mais qui aussi avaient redonné du tonus à l'inflation mondiale.

Ainsi les bruits de botte en provenance du golfe persique, sans même dégénérer en conflits ouverts entre les grandes puissances, risquent de modifier substantiellement le paysage économique. Un peu plus de croissance grâce aux armes que l'on va offrir plus que jamais aux pays du champ de bataille. Beaucoup plus d'inflation en raison de la masse de dollars qu'il va falloir émettre sans contre-partie pour financer ces cadeaux très intéressés.

L'embargo sur les céréales décidé par Carter lui a aliéné, dit-on, les sympathies des fermiers du Middle West. L'effort de réarmement en cours aux Etat-Unis lui a rendu celles du complexe militaro-industriel, autrement influent Outre-Atlantique. Au point de se demander si les faucons du Kremlin et du Pentagone ne se font pas des clins d'œil en coulisse. Sur le dos des Afghans.

Jean-Paul II et l'Afghanistan

« L'Eglise ne peut demeurer insensible a tout ce qui sert au vrai bien de l'homme, comme elle ne peut demeurer indifférente à ce qui le menace».

C'est en ces termes que Jean-Paul II a justifié l'inquiétude du Vatican devant les événements d'Afghanistan et l'insertion des problèmes politiques dans ses préoccupations.

Mais il ne faudrait pas utiliser cette déclaration pour conclure que le cardinal Wojtila est un pape «politique» et encore moins partisan.

Ses critiques n'ont pas manqué ni pour les Etats-Unis, ni pour le bloc de l'Est, situés de part et d'autre de la nouvelle ligne pontificale.

Cette ligne tend à s'appuyer sur les chrétientés populaires aux très anciennes racines. Elles ont été les premières visitées : Pologne, Mexique, Irlande.

Car il semble de plus en plus que la vision papale transcende les divergences et les conflits séculiers pour viser à une reprise en main globale du destin de l'humanité, «ramenée dans le giron du Christ».

L'après-Vatican II

Un tel objectif suppose évidemment que l'on cesse de pactiser, comme l'avait fait Paul VI dans un esprit de médiation, avec l'évolution de la pensée et des mœurs. Il faut au contraire une Eglise ascétique, pénitente et combattante.

C'est dans ce contexte que s'incrit les condamnations des néo-théologiens Küng et Schillebeekx. Que s'est ouvert lundi, en présence du Pape, le synode de Hollande qui risque de marquer de façon claire le principal tournant de l'après-Vatican II.

Les conséquences qu'il peut avoir ne peuvent pas à leur tour laisser insensible le monde politique.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tel. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Cole
Gerard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Crédit Agricole

Le patron revendique l'attentat

Dans un communiqué rendu public lundi dans la soirée, la direction du Crédit Agricole a, en essayant de l'expliquer, reconnu être à l'origine de l'action de commando opérée dimanche contre deux membres de son personnel (voir *Riposte* d'hier). Licenciés pour vol - il s'agit en fait d'une ridicule affaire de coulage comme en existe partout - d'un classeur neuf et d'une ramette de papier, deux agents du Crédit Agricole avaient entrepris le 7 janvier une grève de la faim au siège de la Société, quai de la Rapée à Paris.

La mise au point patronale précise «les ayant une dernière fois invité à quitter les lieux, la direction a demandé à la société de surveillance qui assure le gardiennage permanent de la caisse régionale, de les faire évacuer afin d'éviter d'autres troubles. L'opposition brutale des délégués syndicaux a provoqué un léger heurt que nous déplorons».

Les informations que nous avons recueillies sur place conduisent à s'interroger sur la politique de personnel suivie depuis des mois par MM. Douroux, Massebeuf et Lorenzi, respectivement directeur général, directeur adjoint et chef du personnel.

Ces trois responsables ont en effet entrepris une véritable chasse au syndicaliste. L'affaire Carles, chef de service déqualifié pour activités syndicales, en est un exemple. La C.f.d.t - Ile de France a d'ailleurs intenté une action en justice contre la direction pour «discrimination» sur ce cas.

Mais le chantage à l'avancement parait être l'arme favorite des trois patrons de choc : «il vous faudra choisir entre votre carrière dans la maison et vos activités syndicales» sont des propos aussi banaux que publics à l'adresse des délégués C.f.d.t (36% du personnel) C.g.t (30%) et même C.g.c (6%) car les cadres trouvent, eux aussi, que «la direction actuelle va trop loin».

Un «léger heurt»

L'opération de commando réalisée pendant le week-end a déclenché une mobilisation du personnel en assemblée générale lundi après-midi et une grève de protestation a été décidée pour aujourd'hui mercredi. Beau résultat pour les patrons du Crédit Agricole qui justifiaient l'intervention musclée «afin d'éviter d'autres troubles».

Quant à l'argumentation selon laquelle c'est «l'opposition brutale des délégués syndicaux (qui) a provoqué un léger heurt» elle rappelle l'interprétation de certaines bavures policières «les personnes interpellées se sont jetées sauvagement, tête la première, contre les matraques et les poings nus des gardiens de la paix : elles seront poursuivies pour violence à agents».

Sur le «léger heurt», soulignons que les victimes du coup de force patronal se trouvent toutes, sur avis médical, en arrêt de travail pour au moins une semaine. A suivre.